

*Questions orales*

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, je le répète, d'après mes renseignements, le service postal est en voie d'amélioration. Nous ferons faire des vérifications par des tiers indépendants. Je ne sais pas quel autre système le député recommanderait. Les vérificateurs indépendants présenteront tous les trimestres à la Chambre un rapport sur la qualité des services. Il ne sert à rien de porter des accusations sans fondement sur la situation actuelle, et le député le sait certainement.

\* \* \*

## LES AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LA PROVINCE DE NOUVELLE-ÉCOSSE  
EN VUE D'UN ACCORD SUR LES ROUTES

**M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, je pose ma question au ministre des Transports. Il connaît l'intérêt que l'on porte en Nouvelle-Écosse au nouvel accord sur les routes conclu entre le gouvernement du Canada et celui de cette province. Le ministre voudrait-il dire où en sont les négociations avec la province de Nouvelle-Écosse?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, ces négociations ont eu lieu. Je pense que je serai en mesure d'annoncer quelque chose à ce sujet d'ici peu. Je connais tout l'intérêt que le député porte à la question et, en particulier, aux routes de sa propre région. Il me fait vivre un cauchemar à cause de cela depuis quelques mois.

\* \* \*

[Français]

## LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

LA SUPPOSÉE CRAINTE DU GOUVERNEMENT D'UN RESSAC DANS  
L'OUEST—ON DEMANDE DES PRÉCISIONS

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des langues officielles. Je ne sais pas si... Peut-être que le vice-premier ministre pourrait répondre. Le dépôt des amendements à la Loi sur les langues officielles a été retardé encore une fois. Cela fait deux ans et demi qu'on l'attend. A en croire le sénateur Lowell Murray, le projet de loi aurait été déferé à l'automne. M. Murray nous dit que ce retard est causé par la crainte du gouvernement d'un ressac dans l'Ouest du pays suite à l'Accord constitutionnel du lac Meech.

Est-ce que le ministre ou les ministres pourraient nous dire pourquoi vraiment on craint un ressac sur les langues officielles dans l'Ouest?

[Traduction]

**L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada):** Monsieur le Président, le processus de consultation et de révision se poursuit au sujet de la Loi sur les langues officielles. J'ai eu une réunion dimanche dernier avec Alliance Québec. J'en aurai une, à Thunder Bay, dans la semaine qui vient, avec la Fédération francophone du Québec. L'étude suit son cours. Le gouvernement tient beaucoup à présenter le projet de loi. Je répète que le processus se poursuit.

[Français]

LES ALLÉGATIONS CONCERNANT LA LOI—LA POSITION DU  
GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, cela fait déjà trois ans qu'on attend. Je crois comprendre que le projet de loi est prêt à être déposé. Ce qui me concerne, c'est le *back-lash* dans l'Ouest car les journaux qualifient le plan linguistique du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources de «programme d'apartheid». Pire encore, le député de Calgary le qualifie comme «de la discrimination dans le plus pur style». On a traité le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de Peter Botha canadien, on parle de «programmes racistes» et ainsi de suite. Je demande à ce gouvernement, qui ne fait rien pour réfuter ces allégations, de se lever et de dire où ils se tiennent dans ce débat, de défendre la Loi sur les langues officielles et de mettre devant la Chambre ce projet de loi afin qu'on puisse l'étudier. Qui a raison, le député de Calgary ou le gouvernement qui ne fait rien?

● (1450)

[Traduction]

**L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada):** Monsieur le Président, il n'y a pas de ressac, que je sache. Le député devrait réfléchir avant de formuler des questions comme celle-là à la Chambre.

Je dois ajouter que je me suis entretenu avec tous les représentants d'Alliance Québec en fin de semaine dernière. Les anglophones du Québec sont fortement en faveur du projet de loi. C'est aussi le cas des collectivités francophones hors Québec.

Je puis dire au député et à tous ceux que la question intéresse que nous consulterons et que nous procéderons comme il se doit. Le député a raison de dire que nous attendons depuis trois ans. Nous attendons depuis plus longtemps que cela. C'est le gouvernement actuel qui a eu le courage d'entreprendre la tâche.